

Service départemental d'incendie et de secours de la Charente-Maritime

Conseil d'administration

Séance du 28 juin 2022

Extrait du Procès-verbal

Délibération n°81-2022 EVOLUTION AU SEIN DU SDIS DE LA CHARENTE-MARITIME D'UNE REPOSE OPERATIONNELLE ADAPTEE AUX INTERVENTIONS A BORD DES NAVIRES – CAPINAV

Le 28 juin 2022, le Conseil d'administration du SDIS 17 s'est réuni au centre de commandement du Service départemental d'incendie et de secours de la Charente-Maritime dans la salle Sébastien Couturier, sur convocation du président Monsieur Stéphane VILLAIN.

Date de la convocation : le 25 mai 2022

Etaient présents :

Membres ayant voix délibérative :

Mesdames et Messieurs : VILLAIN, ALOE, BARUSSEAU, BESSON, BLANC, CABRI, DUGUE, GRENON, GUILLEN, LABARRIERE, LIGONNIERE, PONS, SOULISSE.

Nombre de conseillers en	exercice :	22
	quorum :	12
	présents :	13

Membres de droit :

Madame : le Payeur départemental.

Membres ayant voix consultative :

Mesdames et Messieurs : le colonel hors-classe MARCAILLOU, le médecin-chef AUDFRAY, le capitaine DUMILLARD, le capitaine FAIVRE, PINAUD, la sergente-chef PRIOUR, l'adjudant-chef RUCHAUD.

Assistaient également :

Mesdames et Messieurs : les chefs de pôle et leurs adjoints, les chefs de groupement, VIC.

Etaient excusés :

Mesdames et Messieurs : le Préfet, la Directrice de cabinet de monsieur le Préfet, BARRAUD, BAUDON, BOTTON, CAMPODARVE, CHEDOUTEAUD, DE ROFFIGNAC, DESPREZ, DUCROCQ, GRAU, le Sénateur LAURENT, LIBELLI, MARCILLY, MALAGNOUX, NASSIVET, PAPINEAU, PROTEAU, QUENTIN, SUEUR, VILLAUTREIX, le lieutenant LARGE.

**EVOLUTION AU SEIN DU SDIS DE LA CHARENTE-MARITIME D'UNE REPONSE OPERATIONNELLE
ADAPTEE AUX INTERVENTIONS A BORD DES NAVIRES – CAPINAV**

Le Conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Charente-Maritime,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la sécurité intérieure,

Vu le code de la défense,

Vu le décret n°2016-1475 du 2 novembre 2016 portant création de la capacité nationale de renfort pour les interventions à bord des navires,

Vu l'instruction ministérielle du 6 novembre 2018 relative au contenu des contrats opérationnels de la capacité nationale de renfort pour les interventions à bord des navires,

Vu l'instruction du Premier ministre du 4 mai 2020 relative à la mise en œuvre de la capacité nationale de renfort pour les interventions à bord des navires,

Vu le règlement opérationnel du SDIS,

Vu le rapport du président du Conseil d'administration,

Lors du Conseil d'administration du 31 mars 2017, une information avait été réalisée concernant la création au sein du SDIS de la Charente-Maritime d'une réponse opérationnelle adaptée aux interventions à bord des navires. L'évolution des textes réglementaires sur cette thématique, les dispositions mises en œuvre par le SDIS 17 et une incitation renouvelée de l'Etat sur ce sujet, nécessitent de préciser les attendus sur la couverture opérationnelle de ce risque spécifique.

1. Contexte réglementaire

Par le décret du 2 novembre 2016, une capacité nationale de renfort pour les interventions à bord des navires dénommée CAPINAV a été créée, formée d'unités spécialisées du ministère de l'Intérieur et du ministère des Armées.

Deux instructions sont venues compléter ce texte fondateur :

- L'instruction du 6 novembre 2018 qui fixe la liste des matériels et le dimensionnement de la réponse ;
- L'instruction interministérielle du 4 mai 2020 relative à la CAPINAV qui a pour objectif de préciser les modalités de mise en œuvre du dispositif.

2. Missions

La CAPINAV peut être engagée en mer et dans les limites administratives des ports, dans toutes les crises majeures, provoquées par accident, sinistre ou catastrophe, survenant à bord d'un navire à passagers ou d'un navire transportant des marchandises.

La CAPINAV a vocation à être mise à disposition des préfets de département ou des représentants de l'État en mer, en cas de sinistre sur les bateaux et navires suivant la localisation du sinistre.

La CAPINAV renforce les moyens locaux mis en œuvre par les centres opérationnels des services d'incendie et de secours et s'appuie :

Au niveau zonal :

- Pour un navire « à quai ou à sec », sur les moyens du bataillon de marins pompiers de Marseille (BMPM), des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) renforcés

et des compagnies de marins pompiers des bases navales mis en œuvre par les centres opérationnels de la zone de défense et de sécurité ;

- Pour un navire « en mer », dans le cadre de l'action de l'État en mer, par les moyens des compagnies de marins pompiers des bases navales, du BMPM et les moyens des SDIS renforcés mis en œuvre par le centre opérationnel du représentant de l'État en mer.

Au niveau national :

Sur les moyens du BMPM, des SDIS renforcés et des compagnies de marins pompiers des bases navales mis en œuvre par le centre opérationnel de gestion interministérielle des crises (COGIC).

La CAPINAV couvre les contrats opérationnels suivants :

- Expertise et aide à la décision : renforcer l'expertise apportée aux autorités en charge de l'opération de secours, et/ou compléter la structure de commandement des moyens engagés ;
- Feux de navires : renforcer les moyens de lutte contre un feu de navire et traiter les voies d'eau ;
- Secours à personnes : assurer la prise en charge médicale et secouriste de nombreuses victimes ou personnes impliquées à bord d'un navire ;
- Risque Technologique - NRBC : identifier la nature des agressifs et lutter contre les effets induits, quelle que soit la localisation du sinistre ;
- Lutte contre les pollutions : intervenir dans la lutte contre les pollutions par hydrocarbures sur le littoral ainsi que dans les eaux intérieures ;
- Contre-terrorisme (pour le BMPM uniquement).

Le Ministre de l'Intérieur et le Ministre des Armées précisent le contenu de ces contrats opérationnels. Pour intégrer la capacité nationale, les services doivent répondre aux exigences de chacun des contrats opérationnels auxquels ils souscrivent.

3. Modalités financières et juridiques

L'instruction ministérielle du 4 mai 2020 rappelle que :

- Chaque service composant la CAPINAV prend en charge les dépenses afférentes à l'achat des matériels et à leur maintien en condition opérationnelle. Il prend également en charge la formation et le maintien des acquis de son personnel.
- Les conventions prévues à l'article 8 du décret n°2016-1475 du 2 novembre 2016 précisent les moyens (financiers, de soutien technique ou logistique) que le ministère de l'intérieur alloue à chaque service d'incendie et de secours composant la CAPINAV.

A ce jour, aucun projet de convention n'a été transmis.

Le Ministre de l'Intérieur (DGSCGC) précise les conditions de remboursement des collectivités territoriales en ce qui concerne les SDIS.

En cas de dommage ou de préjudice de toute nature, occasionné par une intervention de la CAPINAV, la responsabilité de l'État s'établit dans les conditions fixées par les dispositions législatives, réglementaires ou jurisprudentielles applicables.

4. Orientations prises par le SDIS de la Charente-Maritime

Dès 2007, à travers la rédaction de son SDACR et pour faire suite à l'incendie du ROKIA DELMAS, le SDIS 17 s'était doté d'une équipe feux de navires en mesure d'intervenir sur ce type d'embarcation.

En 2016, le SDIS de la Charente-Maritime a été incité par l'État à intégrer le dispositif CAPINAV pour assurer la couverture des ports du département (La Rochelle, Rochefort, Royan) dans leur partie maritime et fluviale et constituer un réel point d'appui au profit de la zone du golfe de Gascogne relativement isolée. Une mutualisation entre le SDIS de la Gironde et celui de la Charente-Maritime a été largement encouragée.

Sans pour autant conclure de convention et souscrire à un contrat, le SDIS 17 s'est engagé dans cette démarche en ciblant la lutte contre les incendies et l'envahissement par les eaux de navires à quai, impliquant déjà sur plusieurs domaines des efforts non négligeables.

Effectifs - formations :

Le SDIS 17 s'est reposé pour la couverture de ce risque sur les effectifs de la spécialité feu de navires existante pour évoluer vers l'équipe spécialisée GELD-IBNB dont les missions et les effectifs ont été spécifiés lors de la rédaction de l'annexe 9 du règlement opérationnel en date du 28 octobre 2020.

Ce sont aujourd'hui 38 sapeurs-pompiers spécialisés (1 IBNB 4, 5 IBNB 3, 6 IBNB 2, 26 IBNB 1) qui sont formés aux « feux de navires » (incluant le traitement des voies d'eau). Le SDIS 17 dispose aujourd'hui des agréments pour assurer les formations de niveau IBNB 1 et 2 en interne, les niveaux 3 et 4 devant obligatoirement être réalisés au centre de formation du Bataillon des Marins-Pompiers de Marseille. Une anticipation sur les formations à réaliser devra être faite en fonction des potentielles adaptations d'effectifs à mettre en place.

Infrastructures :

Pour assurer ces formations sur le plateau technique du CFIS, des équipements spécifiques ont été implantés en 2019 dont la vocation est de simuler des feux de navires ou voies d'eau. Ces équipements ont fait l'objet de demande et d'accord de subventions par l'Etat. Hormis pour le caisson inclinable destiné à l'obturation des voies d'eau, qui est polyvalent et permet de s'entraîner également sur les feux urbains ou industriels.

Ces aménagements ont été réalisés dans le cadre de l'extension du CFIS portant sur deux volets, le secours routier et l'IBNB. Les sommes spécifiquement engagées sur cette deuxième partie sont de l'ordre du million d'euros (caissons, salles de cours, vestiaires, terrassements et travaux divers).

Équipements :

Des investissements supplémentaires ont été réalisés en 2021, notamment en ce qui concerne les appareils respiratoires, pour mettre fin aux appareils à circuits fermés en fin de vie et se doter d'appareils à circuit ouvert à autonomie renforcée.

Les matériels nécessaires à l'intervention en mer (lots projetables) actuels devront faire l'objet d'une mise à niveau pour être conforme aux exigences.

Cependant, ces investissements ne répondent que partiellement au contrat CAPINAV zonal. Une réunion s'est déroulée le 27 janvier 2022 à l'État-Major de Zone, en présence d'un représentant de la DGSCGC, précisant les attentes de l'Etat dans le domaine de la CAPINAV.

5. Engagement du SDIS 17 à la CAPINAV zonale

Lors de la réunion du 27 janvier 2022 la mutualisation de la réponse CAPINAV avec le SDIS 33 a été réaffirmée. Les deux SDIS doivent viser une interopérabilité dans les effectifs, les matériels et les pratiques opérationnelles. Des échanges et des manœuvres communes ont déjà eu lieu dans ce sens, une programmation est en cours d'élaboration pour l'année 2022.

Au niveau zonal, trois contrats opérationnels sont déclinables :

- Feux de navires ;
- Secours à personnes ;
- Risques Technologiques – NRBC.

Le SDIS n'est pas obligé de répondre aux trois contrats, seuls les contrats « feux de navires » et « secours à personnes » seraient adoptés.

La CAPINAV zonale impose d'intervenir sur l'estuaire, en mer sur toute la frange maritime de la zone Sud-Ouest et le Golfe de Gascogne. La projection vers la zone d'engagement est effectuée par voie routière et/ou par voie aérienne. Le transfert à bord du navire sinistré en mer nécessite systématiquement une projection complémentaire par navires et/ou par hélicoptères.

Lors de la réunion, il a été convenu de limiter le secteur d'intervention dans une première étape aux zones les plus exposées : l'Estuaire de la Gironde et au Nord jusqu'à une ligne passant par les pointes de l'Île de Ré, de l'Île d'Oléron et de la Pointe de la Coubre pour les deux contrats opérationnels, ainsi que pour des navires à quai. Pour le secteur incluant le Pertuis Breton, une démarche avec la zone de défense Ouest sera initiée dans un deuxième temps.

Par ailleurs, il a été demandé d'assurer un contrat supplémentaire « Expertise et aide à la décision » consistant en la projection de spécialistes (formé à l'unité de valeur IBNB 3) par voie aérienne, dans les secteurs d'intervention précités.

Dans ce cadre, les règles de l'agence européenne de sécurité aérienne entraînent l'obligation de port d'équipements de survie très spécifiques pour chacun des intervenants, associée à une formation complémentaire. La DGSGC serait prête à assurer le financement de ce contrat opérationnel.

Outre ces précisions concernant les choix et limites d'intervention qu'il serait possible d'opérer dans le cadre de la signature par le SDIS des contrats opérationnels, l'engagement du SDIS en CAPINAV zonale demande :

- De maintenir notre effort de formation pour l'actualisation des connaissances et un renouvellement inévitable des personnels. Potentiellement une adaptation à la marge des effectifs existants pourrait être envisagée suivant le niveau de complémentarité entre le SDIS 17 et le SDIS 33 ;
- Des équipements complémentaires pour les deux modules retenus.

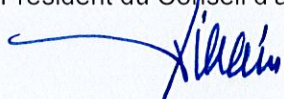
Lors de la réunion, il a été précisé qu'une aide financière, tant en investissement qu'en fonctionnement (pour les frais de formation), pourrait être allouée par l'État pour finaliser et maintenir notre engagement dans la CAPINAV.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'administration décide, à l'unanimité :

- D'approuver les nouvelles modalités opérationnelles de mise en œuvre au sein du SDIS de la capacité nationale de renfort pour les interventions à bord des navires (CAPINAV).

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Le Président du Conseil d'administration



Stéphane VILLAIN

Certifié, publié et exécutoire

le 07/07/2022

C2806 222 JEL 81

Pour le Président du Conseil d'administration

Le Directeur départemental adjoint

Colonel Eric JOUANNE